

Un *think tank* pour une transparence « sereine et rigoureuse »

ADMINISTRATIF | Pouvoir public

Treize parlementaires et vingt-deux chercheurs viennent de lancer un laboratoire privé de recherche appliquée. Objectif : rétablir la confiance dans la vie publique.

par Marie-Christine de Monteclerle 6 juin 2018

« Participer de manière transpartisane et pluraliste au développement d'une transparence et d'une déontologie de la vie publiques fortes et positives ». Tel est l'objectif de l'Observatoire de l'éthique publique (OEP) qui vient d'être créé. Dans une démarche inédite, treize parlementaires et vingt-deux enseignants-chercheurs s'associent pour « contribuer aux progrès de la transparence et de la déontologie, aussi bien dans le champ de la connaissance scientifique que dans le domaine des pratiques politiques. »

L'OEP, explique son directeur général, Mathieu Caron, maître de conférences en droit public à l'université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis, sera « un laboratoire privé de recherche appliquée » qui va fédérer une communauté pluridisciplinaire de chercheurs. Si la moitié de ceux-ci sont professeurs ou maîtres de conférences en droit public, l'OEP compte en effet cinq politistes, un historien, un professeur de droit privé et quelques économistes. Sa direction scientifique est assurée par Jean-François Kerléo, tout récemment agrégé de droit public. L'OEP est organisé en huit pôles : Parlement ; exécutif ; justice ; administrations ; collectivités territoriales ; partis politiques, syndicats et élections ; Europe, international et francophonie ; définition et délimitation des frontières de la transparence et de la déontologie. Chaque pôle compte deux à quatre chaires et dispose d'un ou plusieurs référents parlementaires.

Car l'originalité de la démarche est évidemment l'association des politiques. Le président de l'OEP est l'ancien député René Dosière, connu pour son « parlementarisme d'investigation », selon la formule de Mathieu Caron. Par ses questions écrites, l'ancien maire de Laon était parvenu à obtenir et publier une masse d'informations sur les dépenses publiques (et notamment celles de l'Élysée). C'est une méthode que l'observatoire va reprendre grâce aux treize parlementaires LREM, PS, LR et centristes qui participent à ses travaux (parmi lesquels l'ancien président LR de la commission des lois de l'Assemblée Jean-Luc Warsmann et le socialiste Jean-Pierre Sueur qui a occupé les mêmes fonctions au Sénat). Les juristes de l'OEP comptent également alimenter leurs partenaires élus en propositions de loi et surtout en amendements. L'objectif du nouveau *think tank* est en effet de faire progresser l'éthique de la vie publique de façon positive plus que de dénoncer des dérives. « On a à cœur d'être dans l'intellectualisation d'une transparence sereine et rigoureuse », dit Mathieu Caron qui n'hésite pas à évoquer la réhabilitation de la vie publique dans l'esprit des Français comme l'un des buts de l'OEP.

Pour atteindre ces objectifs ambitieux, l'OEP déborde de projets. Il travaillera sur une thématique, la première étant le Parlement. Un colloque sur le thème « Transparence et déontologie parlementaires » est prévu les 25 et 26 octobre. Une cellule va suivre la réforme constitutionnelle. Les pôles travaillent sur les zones d'opacité dans leurs domaines, afin de préparer une série de questions parlementaires. Un rapport sur la confiance dans la vie publique, une journée d'échanges avec les journalistes pour les inviter à s'interroger sur leurs pratiques. Quant à son site internet, qui vient d'être lancé l'observatoire de l'éthique publique, Mathieu Caron veut en faire un lieu important de publications scientifiques sur l'éthique.